

Le mythe de la « mondialisation » et l'État social européen.
Intervention à la Confédération générale des travailleurs grecs, (GSEE) à Athènes, en octobre 1996. In « Contre-Feux », 1998.

On entend dire partout, à longueur de journée, — et c'est ce qui fait la force de ce discours dominant —, qu'il n'y a rien à opposer à la vision néo-libérale, qu'elle parvient à se présenter comme évidente, comme dépourvue de toute alternative. Si elle a cette sorte de banalité, c'est qu'il y a tout un travail d'inculcation symbolique auquel participent, passivement, les journalistes ou les simples citoyens, et surtout, activement, un certain nombre d'intellectuels. Contre cette imposition permanente, insidieuse, qui produit, par imprégnation, une véritable croyance, il me semble que les chercheurs ont un rôle à jouer. D'abord ils peuvent analyser la production et la circulation de ce discours. Il y a de plus en plus de travaux, en Angleterre, aux États-Unis, en France, qui décrivent de manière très précise les procédures selon lesquelles cette vision du monde est produite, diffusée et inculquée. Par toute une série d'analyses à la fois des textes, des revues dans lesquelles ils étaient publiés et qui se sont peu à peu imposées comme légitimes, des caractéristiques de leurs auteurs, des colloques dans lesquels ceux-ci se réunissaient pour les produire, etc., ils ont montré comment, et en Angleterre et en France, un travail constant a été fait, associant des intellectuels, des journalistes, des hommes d'affaires, **pour imposer comme allant de soi une vision néo-libérale qui, pour l'essentiel, habille de rationalisations économiques les présupposés les plus classiques de la pensée conservatrice de tous les temps et de tous les pays.**

Je pense à une étude sur le rôle de la revue Preuves qui, financée par la CIA, a été patronnée par de grands intellectuels français, et qui, pendant 20 à 25 ans — pour que quelque chose de faux devienne évident, cela prend du temps — a produit inlassablement, à contre-courant au début, des idées qui sont peu à peu devenues évidentes. (1) La même chose s'est passée en Angleterre, et le thatchérisme n'est pas né de Mme Thatcher. Il était préparé depuis très longtemps par des groupes d'intellectuels qui avaient pour la plupart des tribunes dans les grands journaux (2). Une première contribution possible des chercheurs pourrait être de travailler à la diffusion de ces analyses, sous des formes accessibles à tous.

Ce travail d'imposition, commencé depuis très longtemps, continue aujourd'hui. Et on peut observer régulièrement l'apparition, comme par miracle, à quelques jours d'intervalle, dans tous les journaux français, avec des variantes liées à la position de chaque journal dans l'univers des journaux, de constats sur la situation économique miraculeuse des États-Unis ou de l'Angleterre. Cette sorte de goutte-à-goutte symbolique auquel les journaux écrits et télévisés contribuent très fortement — en grande partie inconsciemment, parce que la plupart des gens qui répètent ces propos le font de bonne foi —, produit des effets très profonds.

C'est ainsi qu'au bout du compte, le néo-libéralisme se présente sous les dehors de l'inévitabilité.

C'est tout un ensemble de présupposés qui sont imposés comme allant de soi : **on admet que la croissance maximum, donc la productivité et la compétitivité, est la fin ultime et unique des actions humaines** ; ou qu'on ne peut résister aux forces économiques. Ou encore, présupposé qui fonde tous les présupposés de l'économie, **on fait une coupure radicale entre l'économique et le social, laissé à l'écart, et abandonné aux sociologues, comme une sorte de rebut.** Autre présupposé important, c'est le lexique commun qui nous envahit, que nous absorbons dès que nous ouvrons un journal, dès que nous écoutons une radio, et qui est fait, pour l'essentiel, d'euphémismes. Malheureusement, je n'ai pas d'exemples grecs, mais je pense que vous n'aurez pas de peine à en trouver. Par exemple en France, on ne dit plus le patronat, on dit « les forces vives de la nation » ; on ne parle pas de débauchage, mais de « dégraissage », en utilisant une analogie sportive (un corps vigoureux doit être mince). Pour annoncer

qu'une entreprise va débaucher 2 000 personnes, on parlera du « plan social courageux de Alcatel ». Il y a aussi tout un jeu avec les connotations et les associations de mots comme flexibilité, souplesse, dérégulation, qui tend à faire croire que le message néo-libéral est un message universaliste de libération.

Contre cette doxa, il faut, me semble-t-il, se défendre en la soumettant à l'analyse et en essayant de comprendre les mécanismes selon lesquels elle est produite et imposée. Mais cela ne suffit pas, même si c'est très important, et on peut lui opposer un certain nombre de constats empiriques. Dans le cas de la France, l'État a commencé à abandonner un certain nombre de terrains de l'action sociale. La conséquence, c'est une somme extraordinaire de souffrances de toutes sortes, qui n'affectent pas seulement les gens frappés par la grande misère. **On peut ainsi montrer qu'à l'origine des problèmes qui s'observent dans les banlieues des grandes villes, il y a une politique néo-libérale du logement qui, mise en pratique dans les années 1970 (l'aide « à la personne »), a entraîné une ségrégation sociale, avec d'un côté le sous-prolétariat composé pour une bonne part d'immigrés, qui est resté dans les grands ensembles collectifs et, de l'autre, les travailleurs permanents dotés d'un salaire stable et la petite-bourgeoisie qui sont partis dans des petites maisons individuelles qu'ils ont achetées avec des crédits entraînant pour eux des contraintes énormes. Cette coupure sociale a été déterminée par une mesure politique.**

Aux États-Unis, on assiste à un dédoublement de l'État, avec d'un côté un État qui assure des garanties sociales, mais pour les privilégiés, suffisamment assurés pour donner des assurances, des garanties, et un État répressif, policier, pour le peuple. Dans l'État de Californie, un des plus riches des États-Unis, — il a été un moment constitué par certains sociologues français en paradis de toutes les libérations —, et des plus conservateurs aussi, qui est doté de l'université sans doute la plus prestigieuse du monde, le budget des prisons est supérieur, depuis 1994, au budget de toutes les universités réunies. Les Noirs du ghetto de **Chicago** ne connaissent de l'État que le policier, le juge, le gardien de prison et le parole officer, c'est-à-dire l'officier d'application des peines devant qui ils doivent se présenter régulièrement sous peine de repartir en prison. **On a affaire là à une sorte de réalisation du rêve des dominants, un État qui, comme l'a montré Loïc Wacquant, se réduit de plus en plus à sa fonction policière.**

Ce que nous voyons aux États-Unis et qui s'esquisse en Europe, c'est un processus d'involution. Quand on étudie la naissance de l'État dans les sociétés où l'État s'est constitué le plus tôt, comme la France et l'Angleterre, on observe d'abord une concentration de force physique et une concentration de force économique — les deux allant de pair, il faut de l'argent pour pouvoir faire des guerres, pour pouvoir faire la police, etc. et il faut des forces de police pour pouvoir prélever de l'argent. Ensuite on a une concentration de capital culturel, puis une concentration d'autorité. Cet État, à mesure qu'il avance, acquiert de l'autonomie, devient partiellement indépendant des forces sociales et économiques dominantes. La bureaucratie d'État commence à être en mesure de distordre les volontés des dominants, de les interpréter et parfois d'inspirer des politiques.

Le processus de régression de l'État fait voir que la résistance à la croyance et à la politique néo-libérales est d'autant plus forte dans les différents pays que les traditions étatiques y étaient plus fortes. Et ceci s'explique parce que l'État existe sous deux formes : dans la réalité objective, sous la forme d'un ensemble d'institutions comme des règlements, des bureaux, des ministères, etc. et aussi dans les têtes. Par exemple, à l'intérieur de la bureaucratie française, lors de la réforme du financement du logement, les ministères sociaux ont lutté contre les ministères financiers, pour défendre la politique sociale du logement. Ces fonctionnaires avaient intérêt à défendre leurs ministères, leurs positions ; mais, c'est aussi qu'ils y croyaient, qu'ils défendaient leurs convictions. L'État, dans tous les pays, est, pour une part, la trace dans la réalité de conquêtes sociales. Par exemple, le ministère du Travail est une conquête sociale

devenue une réalité, même si, dans certaines circonstances, il peut être aussi un instrument de répression. Et l'État existe aussi dans la tête des travailleurs sous la forme de droit subjectif (« ça c'est mon droit », « on ne peut pas me faire ça »), d'attachement aux « acquis sociaux », etc. Par exemple, une des grosses différences entre la France et l'Angleterre, c'est que les Anglais thatchérisés découvrent qu'ils n'ont pas résisté autant qu'ils auraient pu, en grande partie parce que le contrat de travail était un contrat de common law, et non, comme en France, une convention garantie par l'État. Et aujourd'hui, paradoxalement, au moment où, en Europe continentale, on exalte le modèle de l'Angleterre, au même moment les travailleurs anglais regardent du côté du Continent et découvrent qu'il offre des choses que leur tradition ouvrière ne leur offrait pas, c'est-à-dire l'idée de droit du travail.

L'État est une réalité ambiguë. On ne peut pas se contenter de dire que c'est un instrument au service des dominants. Sans doute l'État n'est-il pas complètement neutre, complètement indépendant des dominants, mais il a une autonomie d'autant plus grande qu'il est plus ancien, qu'il est plus fort, qu'il a enregistré dans ses structures des conquêtes sociales plus importantes, etc. Il est le lieu de conflits (par exemple entre les ministères financiers et les ministères dépensiers, chargés des problèmes sociaux). Pour résister contre l'involution de l'État, c'est-à-dire contre la régression vers un État pénal, chargé de la répression, et sacrifiant peu à peu les fonctions sociales, éducation, santé, assistance, etc., le mouvement social peut trouver des appuis du côté des responsables des dossiers sociaux, chargés de la mise en œuvre de l'aide aux chômeurs de longue durée, qui s'inquiètent des ruptures de la cohésion sociale, du chômage, etc., et qui s'opposent aux financiers qui ne veulent connaître que les contraintes de la « globalisation » et la place de la France dans le monde.

J'ai évoqué la « globalisation » : c'est un mythe au sens fort du terme, un discours puissant, une « idée force », une idée qui a de la force sociale, qui obtient la croyance. C'est l'arme principale des luttes contre les acquis du welfare state : les travailleurs européens, dit-on, doivent rivaliser avec les travailleurs moins favorisés du reste du monde. On donne ainsi en modèle aux travailleurs européens des pays où le salaire minimum n'existe pas, où les ouvriers travaillent 12 heures par jour pour un salaire qui varie entre 1/4 et 1/5e du salaire européen, où il n'y a pas de syndicats, où l'on fait travailler les enfants, etc. Et c'est au nom d'un tel modèle qu'on impose la flexibilité, autre mot-clé du libéralisme, c'est-à-dire le travail de nuit, le travail des week-ends, les heures de travail irrégulières, autant de choses inscrites de toute éternité dans les rêves patronaux. De façon générale, le néo-libéralisme fait revenir sous les dehors d'un message très chic et très moderne les plus vieilles idées du plus vieux patronat. (Des revues, aux États-Unis, dressent le palmarès de ces patrons de choc, qui sont classés, comme leur salaire en dollars, d'après le nombre de gens qu'ils ont eu le courage de licencier). C'est le propre des révolutions conservatrices, celle des années trente en Allemagne, celle des Thatcher, Reagan et autres, de présenter des restaurations comme des révolutions. La révolution conservatrice aujourd'hui prend une forme inédite : il ne s'agit pas, comme en d'autres temps, d'invoquer un passé idéalisé, à travers l'exaltation de la terre et du sang, thèmes archaïques des vieilles mythologies agraires. Cette révolution conservatrice d'un type nouveau se réclame du progrès, de la raison, de la science (l'économie en l'occurrence) pour justifier la restauration et tente ainsi de renvoyer dans l'archaïsme la pensée et l'action progressistes. Elle constitue en normes de toutes les pratiques, donc en règles idéales, les régularités réelles du monde économique abandonné à sa logique, la loi dite du marché, c'est-à-dire la loi du plus fort. Elle ratifie et glorifie le règne de ce que l'on appelle les marchés financiers, c'est-à-dire le retour à une sorte de capitalisme radical, sans autre loi que celle du profit maximum, capitalisme sans frein et sans fard, mais rationalisé, poussé à la limite de son efficacité économique par l'introduction de formes modernes de domination, comme le management, et de techniques de manipulation, comme l'enquête de marché, le marketing, la publicité commerciale.

Si cette révolution conservatrice peut tromper, c'est qu'elle n'a plus rien, en apparence, de la vieille pastorale Forêt-Noire des révolutionnaires conservateurs des années trente ; elle se pare de tous les signes de la modernité. Ne vient-elle pas de Chicago ? Galilée disait que le monde naturel est écrit en langage mathématique. Aujourd'hui, on veut nous faire croire que c'est le monde économique et social qui se met en équations. C'est en s'armant de mathématique (et de pouvoir médiatique) que le néo-libéralisme est devenu la forme suprême de la sociodicée conservatrice qui s'annonçait, depuis 30 ans, sous le nom de « fin des idéologies », ou, plus récemment, de « fin de l'histoire ».

Pour combattre le mythe de la « mondialisation », qui a pour fonction de faire accepter une restauration, un retour à un capitalisme sauvage, mais rationalisé, et cynique, il faut revenir aux faits. Si l'on regarde les statistiques, on observe que la concurrence que subissent les travailleurs européens est pour l'essentiel intra-européenne. Selon les sources que j'utilise, 70% des échanges économiques des nations européennes s'établissent avec d'autres pays européens. En mettant l'accent sur la menace extra-européenne, on cache que le principal danger est constitué par la concurrence interne des pays européens et ce qu'on appelle parfois le social dumping : les pays européens à faible protection sociale, à salaires bas, peuvent tirer parti de leurs avantages dans la compétition, mais en tirant vers le bas les autres pays, ainsi contraints d'abandonner les acquis sociaux pour résister. Ce qui implique que, pour échapper à cette spirale, les travailleurs des pays avancés ont intérêt à s'associer aux travailleurs des pays les moins avancés pour garder leurs acquis et pour en favoriser la généralisation à tous les travailleurs européens. (Ce qui n'est pas facile, du fait des différences dans les traditions nationales, notamment dans le poids des syndicats par rapport à l'État et dans les modes de financement de la protection sociale.)

Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi tous les effets, que chacun peut constater, de la politique néo-libérale. Ainsi un certain nombre d'enquêtes anglaises montrent que la politique thatcherienne a suscité une formidable insécurité, un sentiment de détresse, d'abord chez les travailleurs manuels, mais aussi dans la petite-bourgeoisie. On observe exactement la même chose aux États-Unis où l'on assiste à la multiplication des emplois précaires et sous-payés (qui font baisser artificiellement les taux de chômage). Les classes moyennes américaines, soumises à la menace du licenciement brutal, connaissent une terrible insécurité (faisant ainsi découvrir que ce qui est important dans un emploi, ce n'est pas seulement le travail et le salaire qu'il procure, mais la sécurité qu'il assure). Dans tous les pays, la proportion des travailleurs à statut temporaire croît par rapport à la population des travailleurs à statut permanent. La précarisation et la flexibilisation entraînent la perte des faibles avantages (souvent décrits comme des privilèges de « nantis ») qui pouvaient compenser les faibles salaires, comme l'emploi durable, les garanties de santé et de retraite. La privatisation, de son côté, entraîne la perte des acquis collectifs. Par exemple, dans le cas de la France, les 3/4 des travailleurs nouvellement embauchés le sont à titre temporaire, et seulement 1/4 de ces 3/4 deviendront des travailleurs permanents. Évidemment les nouveaux embauchés sont plutôt des jeunes. Ce qui fait que cette insécurité frappe essentiellement les jeunes, en France — nous l'avons aussi constaté dans notre livre *La Misère du monde* — et aussi en Angleterre où la détresse des jeunes atteint des sommets, avec des conséquences comme la délinquance et autres phénomènes extrêmement coûteux.

À quoi s'ajoute, aujourd'hui, la destruction des bases économiques et sociales des acquis culturels les plus rares de l'humanité. L'autonomie des univers de production culturelle à l'égard du marché, oui n'avait pas cessé de s'accroître, à travers les luttes et les sacrifices des écrivains, des artistes et des savants, est de plus en plus menacée. Le règne du « commerce » et du « commercial » s'impose chaque jour davantage à la littérature, à travers notamment la concentration de l'édition, de plus en plus directement soumise aux contraintes du profit immédiat, à la critique littéraire et artistique, livrée aux plus opportunistes serviteurs des

éditeurs — ou de leurs compères, avec les renvois d'ascenseur —, et surtout au cinéma (on peut se demander ce qui restera, dans dix ans, d'un cinéma de recherche européen, si rien n'est fait pour offrir aux producteurs d'avant-garde des moyens de production et surtout peut-être de diffusion) ; sans parler des sciences sociales, condamnées à s'asservir aux commandes directement intéressées des bureaucraties d'entreprises ou d'État ou à mourir de la censure des pouvoirs (relayés par les opportunistes) ou de l'argent.

Si la globalisation est avant tout un mythe justificateur, il y a un cas où elle est bien réelle, c'est celui des marchés financiers. À la faveur de l'abaissement d'un certain nombre de contrôles juridiques et de l'amélioration des moyens de communication modernes qui entraîne l'abaissement des coûts de communication, on s'oriente vers un marché financier unifié, ce qui ne veut pas dire homogène. Ce marché financier est dominé par certaines économies, c'est-à-dire par les pays les plus riches, et en particulier par le pays dont la monnaie est utilisée comme monnaie internationale de réserve et qui du coup dispose à l'intérieur de ces marchés financiers d'une grande marge de liberté. Le marché financier est un champ dans lequel les dominants, les États-Unis dans ce cas particulier, occupent une position telle qu'ils peuvent en définir en grande partie les règles du jeu. Cette unification des marchés financiers autour d'un certain nombre de nations détentrices de la position dominante entraîne une réduction de l'autonomie des marchés financiers nationaux. Les financiers français, les inspecteurs des Finances, qui nous disent qu'il faut se plier à la nécessité, oublient de dire qu'ils se font les complices de cette nécessité et que, à travers eux, c'est l'État national français qui abdique. Bref, la globalisation n'est pas une homogénéisation, mais au contraire elle est l'extension de l'emprise d'un petit nombre de nations dominantes sur l'ensemble des places financières nationales. Il en résulte une redéfinition partielle de la division du travail international dont les travailleurs européens subissent les conséquences, avec par exemple le transfert de capitaux et d'industries vers les pays à main-d'œuvre bon marché. Ce marché du capital international tend à réduire l'autonomie des marchés du capital national, et en particulier à interdire la manipulation par les États nationaux des taux de change, des taux d'intérêt, qui sont de plus en plus déterminés par un pouvoir concentré aux mains d'un petit nombre de pays. Les pouvoirs nationaux sont soumis au risque d'attaques spéculatives de la part d'agents dotés de fonds massifs qui peuvent provoquer une dévaluation, les gouvernements de gauche étant évidemment particulièrement menacés parce qu'ils suscitent la suspicion des marchés financiers (un gouvernement de droite qui fait une politique peu conforme aux idéaux du FMI est moins en danger qu'un gouvernement de gauche, même s'il fait une politique conforme aux idéaux du FMI). C'est la structure du champ mondial qui exerce une contrainte structurale, ce qui donne aux mécanismes une apparence de fatalité. La politique d'un État particulier est largement déterminée par sa position dans la structure de la distribution du capital financier (qui définit la structure du champ économique mondial).

En présence de ces mécanismes, que peut-on faire ? Il faudrait réfléchir d'abord sur les limites implicites qu'accepte la théorie économique. La théorie économique ne prend pas en compte dans l'évaluation des coûts d'une politique, ce que l'on appelle les coûts sociaux. Par exemple, une politique de logement, celle qu'a décidée Giscard d'Estaing en 1970, impliquait des coûts sociaux à long terme qui n'apparaissent même pas comme tels car, en dehors des sociologues, qui se souvient, vingt ans plus tard, de cette mesure ? Qui rattacherait une émeute de 1990 dans une banlieue de Lyon à une décision politique de 1970 ? Les crimes sont impunis parce qu'ils sont frappés d'oubli. Il faudrait que toutes les forces sociales critiques insistent sur l'incorporation dans les calculs économiques des coûts sociaux des décisions économiques. Qu'est-ce que cela coûtera à long terme en débauchages, en souffrances, en maladies, en suicides, en alcoolisme, en consommation de drogue, en violence dans la famille, etc. autant de choses qui coûtent très cher, en argent, mais aussi en souffrance ? Je crois que, même si cela peut paraître très cynique, il faut retourner contre l'économie dominante ses propres

armes, et rappeler que, dans la logique de l'intérêt bien compris, la politique strictement économique n'est pas nécessairement économique — en insécurité des personnes et des biens, donc en police, etc.

Plus précisément, il faut mettre en question radicalement la vision économique qui individualise tout, la production comme la justice ou la santé, les coûts comme les profits et qui oublie que l'efficacité, dont elle se donne une définition étroite et abstraite, en l'identifiant tacitement à la rentabilité financière, dépend évidemment des fins auxquelles on la mesure, rentabilité financière pour les actionnaires et les investisseurs, comme aujourd'hui, ou satisfaction des clients et des usagers, ou, plus largement, satisfaction et agrément des producteurs, des consommateurs et, ainsi, de proche en proche, du plus grand nombre. À cette économie étroite et à courte vue, il faut opposer une économie du bonheur, qui prendrait acte de tous les profits, individuels et collectifs, matériels et symboliques, associés à l'activité (comme la sécurité), et aussi de tous les coûts matériels et symboliques associés à l'inactivité ou à la précarité (par exemple, la consommation de médicaments : la France a le record de la consommation de tranquillisants). On ne peut pas tricher avec la loi de la conservation de la violence : toute violence se paie et par exemple la violence structurale qu'exercent les marchés financiers, sous forme de débauchages, de précarisation, etc., a sa contrepartie à plus ou moins long terme sous forme de suicides, de délinquance, de crimes, de drogue, d'alcoolisme, de petites ou de grandes violences quotidiennes.

Dans l'état actuel, les luttes critiques des intellectuels, des syndicats, des associations, doivent se porter en priorité contre le dépérissement de l'État. Les États nationaux sont minés du dehors par les forces financières, ils sont minés du dedans par ceux qui se font les complices de ces forces financières, c'est-à-dire les financiers, les hauts fonctionnaires des finances, etc. Je pense que les dominés ont intérêt à défendre l'État, en particulier dans son aspect social. Cette défense de l'État ne s'inspire pas d'un nationalisme. Si l'on peut lutter contre l'État national, il faut défendre les fonctions « universelles » qu'il remplit et qui peuvent être remplies aussi bien, sinon mieux, par un État supranational. Si l'on ne veut pas que ce soit la Bundesbank qui, à travers les taux d'intérêt, gouverne les politiques financières des différents États, est-ce qu'il ne faut pas lutter pour la construction d'un État supranational, relativement autonome par rapport aux forces économiques internationales et aux forces politiques nationales et capable de développer la dimension sociale des institutions européennes ? Par exemple, les mesures visant à assurer la réduction du temps de travail ne prendraient tout leur sens que si elles étaient prises par une instance européenne et applicables à l'ensemble des nations européennes.

Historiquement, l'État a été une force de rationalisation, mais qui a été mise au service des forces dominantes. Pour éviter qu'il en soit ainsi, il ne suffit pas de s'insurger contre les technocrates de Bruxelles. Il faudrait inventer un nouvel internationalisme, au moins à l'échelle régionale de l'Europe, qui pourrait offrir une alternative à la régression nationaliste qui, à la faveur de la crise, menace peu ou prou tous les pays Européens. Il s'agirait de construire des institutions qui soient capables de contrôler ces forces du marché financier, d'introduire — les Allemands ont un mot magnifique — un Regrezionsverbot, une interdiction de régression en matière d'acquis sociaux à l'échelle européenne. Pour cela, il est absolument indispensable que les instances syndicales agissent à ce niveau supranational, parce que c'est là que s'exercent les forces contre lesquelles elles se battent. Il faut donc essayer de créer les bases organisationnelles d'un véritable internationalisme critique capable de s'opposer vraiment au néolibéralisme.

Dernier point. Pourquoi les intellectuels sont-ils ambigus dans tout cela ? Je n'entreprendrai pas d'énumérer, — ce serait trop long et trop cruel — toutes les formes de la démission ou, pire, de la collaboration. J'évoquerai seulement les débats des philosophes dits modernes ou postmodernes qui, lorsqu'ils ne se contentent pas de laisser faire, occupés qu'ils sont par leurs

jeux scolastiques, s'enferment dans une défense verbale de la raison et du dialogue rationnel ou, pire, proposent une variante dite post-moderne, en fait « radical chic », de l'idéologie de la fin des idéologies, avec la condamnation des grands récits ou la dénonciation nihiliste de la science.

En fait, la force de l'idéologie néo-libérale, c'est celle qui repose sur une sorte de néo-darwinisme social : ce sont « les meilleurs et les plus brillants », comme on dit à Harvard, qui triomphent (Becker, prix Nobel d'économie, a développé l'idée que le darwinisme est le fondement de l'aptitude au calcul rationnel qu'il prête aux agents économiques). Derrière la vision mondialiste de l'internationale des dominants, il y a une philosophie de la compétence selon laquelle ce sont les plus compétents qui gouvernent, et qui ont du travail, ce qui implique que ceux qui n'ont pas de travail ne sont pas compétents. Il y a les winners et les losers, il y a la noblesse, ce que j'appelle la noblesse d'État, c'est-à-dire ces gens qui ont toutes les propriétés d'une noblesse au sens médiéval du terme et qui doivent leur autorité à l'éducation, c'est-à-dire, selon eux, à l'intelligence, conçue comme un don du Ciel, dont nous savons qu'en réalité elle est distribuée par la société, les inégalités d'intelligence étant des inégalités sociales. L'idéologie de la compétence convient très bien pour justifier une opposition qui ressemble un peu à celle des maîtres et des esclaves : avec d'un côté des citoyens à part entière qui ont des capacités et des activités très rares et surpayées, qui sont en mesure de choisir leur employeur (alors que les autres sont choisis par leur employeur, dans le meilleur des cas), qui sont en mesure d'obtenir de très hauts revenus sur le marché du travail international, qui sont sur-occupés, hommes et femmes (j'ai lu une très belle étude anglaise sur ces couples de cadres fous qui courent le monde, qui sautent d'un avion à un autre, qui ont des revenus hallucinants qu'ils ne peuvent même pas rêver de dépenser en quatre vies, etc.), et puis, de l'autre côté, une masse de gens voués aux emplois précaires ou au chômage.

Max Weber disait que les dominants ont toujours besoin d'une « théodicée de leurs privilèges », ou, mieux, d'une sociodicée, c'est-à-dire d'une justification théorique du fait qu'ils sont privilégiés. La compétence est aujourd'hui au cœur de cette sociodicée, qui est acceptée, évidemment, par les dominants — c'est leur intérêt — mais aussi par les autres (3). Dans la misère des exclus du travail, dans la misère des chômeurs de longue durée, il y a quelque chose de plus que dans le passé. L'idéologie anglo-saxonne, toujours un peu prédicatrice, distinguait les pauvres immoraux et les deserving poor — les pauvres méritants — dignes de la charité. À cette justification éthique est venue s'ajouter ou se substituer une justification intellectuelle. Les pauvres ne sont pas seulement immoraux, alcooliques, corrompus, ils sont stupides, inintelligents. Dans la souffrance sociale, entre pour une grande part la misère du rapport à l'école qui ne fait pas seulement les destins sociaux mais aussi l'image que les gens se font de ce destin (ce qui contribue sans doute à expliquer ce que l'on appelle la passivité des dominés, la difficulté à les mobiliser, etc.). Platon avait une vision du monde social qui ressemble à celle de nos technocrates, avec les philosophes, les gardiens, puis le peuple. Cette philosophie est inscrite, à l'état implicite, dans le système scolaire. Très puissante, elle est très profondément intériorisée. Pourquoi est-on passé de l'intellectuel engagé à l'intellectuel « dégaï » ? En partie parce que les intellectuels sont détenteurs de capital culturel et que, même s'ils sont dominés parmi les dominants, ils font partie des dominants. C'est un des fondements de leur ambivalence, de leur engagement mitigé dans les luttes. Ils participent confusément de cette idéologie de la compétence. Quand ils se révoltent, c'est encore, comme en 33 en Allemagne, parce qu'ils estiment ne pas recevoir tout ce qui leur est dû, étant donné leur compétence, garantie par leurs diplômes.

Athènes, octobre 1996

1 - P Grémion, Preuves, une revue européenne à Paris, Paris, Julliard, 1989 et Intelligence de l'anticommunisme, le congrès pour la liberté de la culture à Paris, Paris, Fayard, 1995.

2 - K. Dixon, « Les Évangélistes du Marché », *Liber*, 32, septembre 1997, pp.5-6; C. Pasche et S. Peters, « Les premiers pas de la Société du Mont-Pélerin ou les dessous chics du néolibéralisme », *Les Annuelles (L'avènement des sciences sociales comme disciplines académiques)*, 8, 1997, pp.191-216.

3 - Cf. P. Bourdieu, « Le racisme de l'intelligence », in *Questions de sociologie*, Paris, Éd. de Minuit, 1980, pp.264-268.

En savoir plus sur <http://www.paperblog.fr/1003228/bourdieu-le-mythe-de-la-mondialisation-et-l-etat-social-europeen/#DzebB1zAkeVZZEXp.99>